



Transports IDF



APPELS D'OFFRES IDFM

Des conditions de travail et salariales Inacceptables

Notre secteur du transport en commun dans notre département comme sur l'ensemble de la Région IDF se trouve confronté à l'offensive de l'Exécutif Régional, qui a lancé depuis plusieurs mois un appel d'offre en différents lots. Cette opération a pour but de faire baisser la note « Transport » de la Région IDF, en réalité la note d'IDFM (Ile de France Mobilité)

Lors de cette réunion du 24 juin 2021, 29 camarades présent(e)s venus de différentes entreprises de la Seine et Marne, de l'Essonne, de la Seine St Denis, des Yvelines, du Val d'Oise et de Paris avec des camarades de la RATP ont tous fait le même constat :

- Ces appels d'offres conduisent qu'à une chose : disloquer tous nos acquis sociaux !

Grâce à la condition imposée par IDFM de mettre en place des établissements dédiés au lot attribué.

Nous l'avons tous bien compris ! Et même si la crise sanitaire, nous a fait perdre un temps précieux dans la mise en œuvre de la mobilisation indispensable pour nous dresser contre ce recul social programmé, nous sommes déterminés à agir avec l'aide de nos structures syndicales (Unions Départementales, Union Régionale, Fédération des Transports)

Nos directions actuelles ont le beau rôle, elles utilisent cette période d'étude des dossiers pour nous interdire toute communication et accroître l'incertitude qui s'installe chez les collègues. Comme si la période que nous traversons n'avait pas fait suffisamment de dégât !

Lors des réunions, les seuls détails qui nous sont donnés sont que nous aurons une garantie de salaire de 12 mois après la mise en place de la nouvelle entité. Mais également que tous nos accords seront dénoncés !

Qui peut accepter ça !

Nous avons tous dû nous battre pour obtenir nos acquis : accords 35h, grille d'ancienneté, diverses primes liées aux services, les jours de congés liés à l'ancienneté et même jusqu'aux garanties actuelles de nos mutuelles qu'ils ne se priveront pas de réduire.

Notre combat, c'est celui des 35 000 chauffeurs de bus de l'IDF, c'est à cette échelle qu'il nous faut agir sans tarder.

Il est indispensable de frapper un gros coup rapidement !

Organiser **une journée sans transport en commun** en particulier dans la grande couronne serait indéniablement un acte significatif permettant de remettre sur la table les conditions d'IDFM, car sans modification les entreprises chercheront par tous les moyens à conserver leur marge, sachant qu'en plus de ce qui a été énuméré plus haut, les appels d'offres actuels leur permettent de sous-traiter 20 % du réseau concédé.

Je m'oppose à la remise en cause de mes acquis

Nom	Prénom	Entreprise	Signature

